

– SOUS LA DIRECTION DE –

THOMAS BORREL  
AMZAT BOUKARI-YABARA  
BENOÎT COLLOMBAT  
THOMAS DELTOMBE

**L'EMPIRE**  
**QUI NE VEUT**  
**PAS MOURIR**

—  
UNE HISTOIRE DE LA  
**FRANÇAFRIQUE**

SEUIL

À Paris, on entend de toute part le même refrain: « La Françafrique est morte et enterrée! » Pourtant, de Ouagadougou à Libreville, de Dakar à Yaoundé, de Bamako à Abidjan, la jeunesse se révolte contre ce qu'elle perçoit comme une mainmise française sur son destin.

Quinze ans après la Seconde Guerre mondiale, la France a officiellement octroyé l'indépendance à ses anciennes colonies africaines. Une liberté en trompe-l'œil. En réalité, Paris a perpétué l'Empire français sous une autre forme: la Françafrique. Un système où se mêlent des mécanismes officiels, assumés, revendiqués (militaires, monétaires, diplomatiques, culturels...), et des logiques de l'ombre, officieuses, souvent criminelles. Un système érigé contre les intérêts des peuples, avec l'assentiment d'une partie des élites africaines, et qui profite toujours aux autocrates « amis de la France ». Un système que tous les présidents français ont laissé prospérer, en dépit des promesses de « rupture ».

Exceptionnel par son ampleur, cet ouvrage retrace cette histoire méconnue, depuis les origines coloniales de la Françafrique jusqu'à ses évolutions les plus récentes. Rédigées par des spécialistes reconnus, les contributions inédites rassemblées dans ce livre montrent que le système français, loin de se déliter, ne cesse de s'adapter pour perdurer.

**Thomas Borrel** est membre de l'association Survie, **Amzat Boukari-Yabara** est historien, **Benoît Collombat** est journaliste, **Thomas Deltombe** est éditeur. Auteurs de divers ouvrages, ils coordonnent ensemble ce livre auquel ont contribué une vingtaine de chercheurs, journalistes et militants associatifs spécialistes des relations franco-africaines.

978-2-02-146416-0

25 €



IMPRIMÉ EN FRANCE

10.2021

et dans certains palais africains. Soucieux de rassurer, le Quai d'Orsay précise aussitôt dans un communiqué qu'il s'agit d'une « mesure d'ordre technique qui ne met pas en cause les missions ni les responsabilités des services concernés » et surtout qui « donnera lieu aux contacts naturels (*sic*) avec nos partenaires traditionnels ». Insuffisant pour des potentats comme Omar Bongo, qui se plaint déjà de ne plus être l'objet de toutes les attentions de Paris depuis l'effondrement du bloc soviétique. Pour contrecarrer ce projet, ils ont un allié de poids en la personne du ministre de la Coopération, Jacques Godfrain.

Dans les semaines qui suivent l'annonce d'Hervé de Charette, Godfrain mobilise donc ses relations à l'Élysée, où il insiste sur l'inquiétude des chefs d'État africains à l'idée de perdre leur interlocuteur privilégié, comme il le racontera plus tard au chercheur Julien Meimon. Ses efforts paient. Le 3 décembre 1995, Jacques Chirac, qui profite du sommet de la Francophonie au Bénin pour fuir un peu le contexte social explosif en France, rassure ses homologues africains. « Depuis le général de Gaulle prévaut la conscience d'une relation privilégiée avec l'Afrique, relation qui n'est pas de même nature que celle que nous entretenons avec les autres pays du monde. C'est pourquoi il y a en France un ministère de la Coopération, rappelle-t-il. [...] Je peux vous le dire, ici à Cotonou, il y aura toujours en France, en tous les cas tant que j'assumerai mes responsabilités, un ministère de la Coopération ayant ses moyens et son identité. »

Jacques Godfrain exulte, conforté dans sa vision. Dans son livre *L'Afrique, notre avenir*, il explique l'intérêt stratégique selon lui d'« un grand ministère de la Coopération, avec une visibilité institutionnelle et un budget propre [...] pour nous démarquer des autres pays du monde » grâce à ce qu'il appelle « nos amitiés africaines ».

*Aider les génocidaires rwandais  
et soutenir Mobutu, jusqu'au bout*

À partir du début des années 1990, la situation est à nouveau difficile pour le maréchal Mobutu, doyen des dictateurs et ami de la France [→ III.5]. Le Zaïre est en proie à une profonde crise politique et militaire, et à une répression qui a entraîné depuis 1993 des sanctions internationales contre le régime. Dès le printemps 1994, l'Élysée encore occupé par François Mitterrand s'emploie, avec l'aval du Premier ministre Édouard Balladur et surtout du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua [→ IV.8], à replacer Mobutu dans le jeu régional en tâchant de lui bâtir un rôle de « médiateur » au sujet du Rwanda. À peine Chirac au pouvoir, Wibaux et Foccart sont mobilisés pour rencontrer discrètement le vieux maréchal et œuvrer à son retour en grâce au sein de la communauté internationale, à

commencer par la famille franco-africaine. « Dès son arrivée à l'Élysée, le nouveau président a levé toutes les interdictions de visas pour Mobutu et sa famille », explique *La Lettre du continent* en septembre 1995.

La situation est critique à l'est du pays où, face à la victoire militaire du Front patriotique rwandais (FPR) qui a mis fin au génocide des Tutsis de l'autre côté de la frontière, près de deux millions de réfugiés ont fui au Zaïre de peur d'éventuelles représailles. Parmi eux se dissimulent les principaux exécutants du génocide, soldats des ex-Forces armées rwandaises et miliciens Interahamwe, mais aussi les donneurs d'ordre, que les militaires français de l'opération Turquoise laissent passer [→ IV.9]. Anciens ministres, préfets, bourgmestres et cadres des différentes administrations rétablissent ainsi au sein des camps les structures hiérarchiques qui ont encadré, durant trois mois, l'impitoyable mécanique d'extermination. Tous ces génocidaires rêvent de revanche. Profitant de l'aide des organisations humanitaires comme de la protection de l'ONU et de l'armée zaïroise, ils se réarment dans les camps des réfugiés le long de la frontière malgré un embargo international – largement violé dès juillet 1994, au vu et au su de l'armée française présente sur place. Ils se réorganisent et s'entraînent en vue de lancer une opération de reconquête du Rwanda, où ils mènent régulièrement des raids meurtriers.

Leurs chefs continuent également de voyager pour négocier l'acquisition d'armes et de munitions. Le chercheur britannique Andrew Wallis explique dans son livre *Stepp'd in Blood* (2019) que Théoneste Bagosora, officier des Forces armées rwandaises connu pour être le « cerveau » du génocide, se fait même payer par la France son séjour à Paris. Face aux protestations de la justice belge sur sa présence en Europe, car Bagosora est lié à l'assassinat de dix Casques bleus belges lors du coup d'État du 7 avril 1994, les autorités françaises prétextent qu'il n'existe pas de base légale pour l'arrêter... L'homme est en fait protégé par des « personnalités politiques françaises », déplore le parquet de Bruxelles, en juillet 1995. Il faut attendre mars 1996 pour que Bagosora soit appréhendé au Cameroun, d'où il sera transféré au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) qui le condamnera à perpétuité.

#### *Le Zaïre s'embrase*

Les nouvelles autorités rwandaises n'entendent pas laisser leurs ennemis se réorganiser à leur porte. Dans leur pays, elles ont brutalement démantelé les camps de déplacés où se mêlaient aussi des génocidaires, commettant en avril 1995 à Kibeho un massacre sous les yeux des personnels humanitaires et de quelques soldats onusiens, impuissants. Dès novembre, Kigali

revendique une incursion en territoire zairois pour anéantir un camp de miliciens et d'ex-soldats génocidaires sur l'île d'Iwawa, sur le lac Kivu.

Trois semaines plus tard, le nouveau président rwandais Pasteur Bizimungu met ouvertement en cause Paris, en déclarant à l'AFP en marge d'un sommet sur la paix dans la région que « la France souhaite la restauration des anciens leaders qui ont planifié le génocide ». Au même moment, affirme Andrew Wallis, Mobutu reçoit Agathe Habyarimana – la veuve de l'ancien président rwandais, influente au sein de l'Akazu, le clan des extrémistes hutus –, deux généraux de l'ex-armée génocidaire ainsi que trois officiers français (dont le colonel Gilbert Canovas, ancien coopérant militaire auprès de l'état-major rwandais). Au centre de leur discussion : des plans de reconquête du Rwanda et le recours à des mercenaires français, affirme encore le chercheur britannique.

Le soutien de la hiérarchie militaire française à ses alliés génocidaires converge avec d'autres intérêts nationaux : Jacques Chirac reste en effet à l'écoute de Foccart pour qui il faut poursuivre la normalisation des relations avec Mobutu. Celui-ci est ainsi discrètement reçu à l'Élysée en avril 1996, en dehors de tout agenda officiel.

Trois mois plus tard, la commission de l'ONU sur la surveillance de l'embargo sur les armes estime que les anciens génocidaires disposent de 50 000 hommes prêts à lancer l'assaut sur plusieurs fronts. Les autorités rwandaises, excédées de la tolérance dont jouissent leurs ennemis à leur frontière, appellent une nouvelle fois au démantèlement des camps et laissent ouvertement entendre aux Américains que, si l'ONU reste passive, elles interviendront directement.

En octobre 1996, Kigali parraine la création de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) autour de Laurent-Désiré Kabila, un vieil opposant à Mobutu. Avec le soutien de l'Ouganda, cette rébellion et l'armée rwandaise prennent le contrôle de l'est du Zaïre, après avoir réduit à néant les camps, attaqués à l'arme lourde pour en déloger les génocidaires. Des massacres qui seront utilisés durant un quart de siècle par les tenants de la thèse négationniste d'un second génocide, permettant ainsi de relativiser et d'implicitement légitimer le génocide des Tutsis commis deux ans et demi plus tôt. Environ 700 000 réfugiés rwandais rentrent de force au pays où, contrairement à ce qu'annonçait la propagande des génocidaires qui ont pris le contrôle des camps, ils ne sont pas exterminés. Mais 200 000 à 250 000 fuient en direction de l'ouest du Zaïre, spontanément ou sous la contrainte de leurs chefs qui les utilisent comme boucliers humains contre l'AFDL et l'armée rwandaise. Ils pillent les régions traversées, attaquant les villageois, et sont pourchassés par les troupes rwandaises et l'AFDL, qui commettent aussi leur lot de massacres, recensés en 2010 par le rapport Mapping de l'ONU. Celui-ci, qui ne parvient pas à établir précisément une chronologie des faits et la

responsabilité des différents crimes qui s'enchaînent, pointe également les innombrables tueries commises par l'armée zaïroise et par les ex-Forces armées rwandaises (FAR) désormais fondues au sein des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). C'est le début d'une terrible succession de crimes contre l'humanité à l'est du Zaïre, qui implose, et d'une guerre larvée entre groupes armés qui durera des décennies.

*Le fiasco congolais des mercenaires  
parrainés par la France*

Dès la création de l'AFDL, la France cherche comment sauver, une fois de plus, le pouvoir du maréchal Mobutu qui risque d'être balayé en quelques semaines. Mais Paris ne peut pas intervenir seul alors que son soutien aux génocidaires rwandais, en 1994, est de plus en plus contesté. Début novembre 1996, Paris soumet donc le principe d'une opération militaro-humanitaire à l'est du Zaïre au Conseil de sécurité de l'ONU, qui accepte. Quelques jours plus tard, les attaques de plusieurs camps provoquent le retour au Rwanda de centaines de milliers de réfugiés. Et Washington, allié du nouveau pouvoir à Kigali, s'oppose finalement à l'opération.

Pour la France, il ne reste donc plus que l'option d'un soutien indirect. Dans une note citée par *La Lettre du continent*, la société française Geolink, connue pour ses téléphones satellitaires mais qui cherche à se diversifier dans les ventes d'armes, propose à Fernand Wibaux de recruter cent commandos serbes « pour déstabiliser ou prendre Kigali. Nous sommes en relation commerciale très étroite avec la Fédération de Yougoslavie ainsi qu'avec les Serbes de Bosnie », écrit le directeur commercial de l'entreprise, Philippe Perrette, qui se vante de « [représenter] des sociétés françaises auprès des autorités compétentes militaires, civiles (Thomson, Intertechnique, Arpège Défense, Pinault...) ».

Pour tenter de réorganiser l'armée de Mobutu en déroute, 280 mercenaires, dont deux tiers de Serbes, débarquent effectivement sur place fin 1996. Geolink fournit aussi des hélicoptères de combat et des avions de chasse. L'équipe est également composée de Français et de Belges, recrutés parmi les compagnons de route de Bob Denard et les milieux d'extrême droite : on y retrouve notamment Emmanuel Pochet et François-Xavier Sidos qui dirigent le Cercle de défense de l'industrie d'armement et de l'armée française, une officine proche du Front national (FN). « Comme Denard n'est plus opérationnel depuis la débâcle aux Comores [en octobre 1995], un Belge a pris la tête du groupe qu'il aurait autrement commandé », commente un diplomate français dans *Libération* en janvier 1997, en parlant de Christian Tavernier. À 61 ans, cet « affreux »,

ami de Denard, a déjà une longue expérience des « barbouzeries », y compris au Congo en 1964-1965 [→ III.4]. Toujours d'après le quotidien, le mercenaire rencontre cinq fois l'adjoint de Foccart à Paris entre septembre 1996 et mars 1997 : il est en effet « un vieil ami de Fernand Wibaux », précise, de son côté, *La Lettre du continent*. « Deux ans après s'être trouvée mêlée à un génocide en 1994, la France parraine l'envoi de criminels de guerre serbes coupables de purification ethnique aux côtés des ex-FAR pour soutenir Mobutu », se scandalise le politologue Jean-François Bayart dans le numéro d'avril 1997 de la revue *Croissance*.

Quant au chef des mercenaires serbes, le « colonel Dominik Yugo », *alias* Jugoslav Petrušić, il a vraisemblablement servi d'intermédiaire au préfet Jean-Charles Marchiani, proche de Charles Pasqua, dans la négociation pour la libération de deux pilotes français en Serbie deux ans plus tôt. Il a aussi aidé Geolink à vendre des équipements aux Serbes, notamment des radars Thomson. Arrêté à Belgrade en 1999, l'homme est accusé d'avoir monté un réseau d'espionnage pour le compte de la France, dont il a obtenu la nationalité par mariage en 1990. En 1998, un rapport de l'ONU indique que tous ces hommes ont été recrutés par Robert Montoya, l'ex-gendarme de l'Élysée qui fait désormais des affaires florissantes en Afrique de l'Ouest [→ V.6].

Cet envoi de mercenaires auprès de Mobutu tourne au fiasco : début mars 1997, la ville de Kisangani est sur le point de tomber, ouvrant la voie à une victoire de l'AFDL sur le régime zaïrois. L'Élysée sort alors sa dernière carte : la proposition, auprès de l'Union européenne et de l'ONU, d'une intervention militaire pour empêcher les rebelles de prendre le contrôle de l'aéroport de la ville. Officiellement, il s'agit de sécuriser l'arrivée de vivres et de médicaments pour les opérations humanitaires dans la zone. En pratique, l'aéroport est surtout un point stratégique d'où décollent des hélicoptères et des avions pilotés par les mercenaires. À l'étranger, tout le monde trouve la ficelle élyséenne un peu grosse, comme le raille le quotidien britannique *The Times* : « Il est clair pour tout le monde, sauf pour les Français, que la proposition de M. Chirac [une force d'intervention au Zaïre] ne servirait en rien à aider les Africains assiégés, mais plutôt à conforter l'influence politique et économique déclinante de la France [...]. Après avoir armé et soutenu les tueurs hutus au Rwanda, la France tente maintenant désespérément de justifier ses choix politiques très intéressés. » Le projet avorte.

Le 15 mars, Kisangani tombe : les mercenaires qui le peuvent s'enfuient à bord d'avions Transall que l'armée française utilise pour exfiltrer quelques ressortissants. C'est l'échec de l'ultime tentative de Paris de sauver son allié Mobutu. Ironie du sort, Jacques Foccart meurt quatre jours après ce fiasco.

Deux mois plus tard, Mobutu, très diminué par la maladie, abandonne le pouvoir et fuit au Togo puis au Maroc, chez son vieil allié Hassan II. Le 17 mai 1997, les hommes de l'AFDL entrent dans Kinshasa aux côtés des troupes rwandaises, tandis que Laurent-Désiré Kabila s'autoproclame rapidement président de cet immense pays qu'il rebaptise « République démocratique du Congo » (RDC). Mobutu meurt en septembre 1997, six mois après Foccart.

**« Ni ingérence ni indifférence »,  
le prudent « droit d'inventaire » de Lionel Jospin**

*Ne pas toucher aux bases militaires en Afrique*

Depuis vingt ans, Paris s'est tellement impliqué dans l'aide au régime de Mobutu que son effondrement semble sonner le glas de l'influence française. Dès décembre 1996, l'écrivain-diplomate Jean-Christophe Rufin explique dans *Le Figaro* que « les événements du Zaïre [...] masquent un grave revers de notre politique africaine et risquent d'être retenus par l'Histoire comme le début de sa fin ». Avec la chute du dictateur zaïrois et la mort de Foccart, l'idée que la France perd pied en Afrique s'impose facilement. Cette impression générale est confortée par les mutineries militaires en Centrafrique et l'emballement de l'affaire Elf : le système de corruption généralisée devient soudainement tellement visible qu'il paraît inimaginable qu'il perdure [→ IV.4].

C'est dans ce contexte que la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par Jacques Chirac, qui espère renforcer la majorité parlementaire de son camp, débouche finalement sur un gouvernement de « gauche plurielle » dirigé par Lionel Jospin. En accédant à Matignon, l'ancien secrétaire national du Parti socialiste chargé des relations avec les pays du tiers-monde (1975-1979) « manifeste assez rapidement son "droit d'inventaire" et sa volonté de prendre ses distances avec la vieille politique des réseaux – de droite comme de gauche », écrit en 2007 la revue *Politique africaine*.

Le nouveau gouvernement doit tenir compte des accusations portées contre l'armée française au Rwanda mais aussi en Centrafrique, où l'explosion d'un sentiment antifrçais à la suite de la répression des mutineries militaires contraint Paris à annoncer en août 1997 la fermeture de ses bases de Bouar et Bangui.

Officiellement, le nouveau Premier ministre veut rompre avec la part d'ombre de la politique africaine de la France, mais il n'est pas question de toucher aux dispositifs institutionnels dans lesquels est enserrée la